

Russie-Afghanistan-États-Unis : un jeu à trois depuis 2001

vendredi 6 mai 2011, par [Vassily A. KLIMENTOV](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Vassily A. KLIMENTOV](#), **Russie-Afghanistan-États-Unis : un jeu à trois depuis 2001**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 6 mai 2011.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l'Afghanistan. Alors que les Etats-Unis soutiennent la résistance anti-soviétique en Afghanistan de 1979 à 1989, leur intervention de 2001 les conduit maintenant à coopérer avec la Russie... en Afghanistan. Washington contribue ainsi à remettre Moscou dans le jeu. Quel paradoxe !

La coopération entre la Russie et les Etats-Unis au sujet de l'Afghanistan a atteint en 2011 un niveau inimaginable dix ans plus tôt.

La Russie a ainsi multiplié ses options stratégiques dans la région tout en raffermissant sa présence militaire en Asie centrale. Selon l'auteur, l'implication de la Russie dans la stratégie afghane des États-Unis a aussi fini de constituer une dépendance réciproque entre les deux pays. Washington a besoin du soutien russe pour donner un nouveau souffle à l'opération afghane et la Russie craint un échec américain qui l'obligerait à s'occuper du problème avec le seul soutien des puissances régionales.

Introduction

EN 2009, la Russie a commémoré un double anniversaire à l'importante portée symbolique - celui de l'invasion soviétique en Afghanistan en décembre 1979 et du reflux de ce même pays en 1989. L'impact de la débâcle, intimement associée à la décomposition de l'empire historique, va également amener à la « tabouisation » de l'expérience afghane. Un terme sera créé pour désigner ce phénomène : le « syndrome afghan » (*afganskij sindrom*).

Pourtant, il est commun désormais de [discuter du « retour » de l'influence russe en Afghanistan](#). Opéré suite aux développements survenus dans la région depuis 2001, ce dernier s'apparente cependant plus à une « réaction » politique de la Russie face à des évolutions qui l'interpellent nécessairement. Clairement, quatre clés sous-jacentes expliquent le renouveau de l'activisme russe dans un pays où Moscou possède un passif bien lourd. Ainsi, il semble évident que la politique étrangère russe est conditionnée au sein d'une grande [Asie centrale](#) [1] par **(1.)** la politique américaine dans la région, **(2.)** la politique russe au sein de la CEI, **(3.)** la persistance de la guerre en Afghanistan et **(4.)** la croissance du trafic de drogue depuis l'Afghanistan. En ce sens, s'il est impossible de définir un modèle rigide pour analyser la politique étrangère russe en Asie centrale, qui est souvent affaire de spontanéité voire d'« *étrange inconstance* » [2], il demeure clair que ces quatre facteurs pèsent pour la déterminer alors que l'un ou l'autre prend plus ou moins d'importance conjoncturellement.

En toile de fond, le cadre des relations russo-américaines demeure toujours un biais fondamental pour appréhender la politique étrangère de Moscou. En effet, les États-Unis restent le « *significant other* » de la Russie [3]. Avec une part d'inertie idéologique, pas totalement absente à Washington également, Moscou continue à voir les États-Unis comme son interlocuteur principal sur la scène internationale, le seul dont la voix compte en toutes circonstances. Pour reprendre cette idée, et peut-être lui donner une coloration nouvelle, il s'agit de considérer l'image de « *démocratie souveraine* » que le pouvoir russe a développée ces dernières années pour s'auto-décrire. Comme le note D. Trenin, pour Moscou, le seul pays, hormis la Russie, capable de prétendre à un tel titre sont les États-Unis - les autres États ne sont ou pas assez démocratiques, ou pas assez souverains [4]. Sur l'Afghanistan, de l'alliance

dans la « guerre contre la terreur » sous G. W. Bush à la politique de *reset* sous l'administration Obama, Moscou aura opéré un tour à 360° dans sa relation avec les États-Unis au cours de la décennie.

Après avoir posé ces quelques points généraux, il s'agit de se tourner vers la stratégie russe en [Afghanistan](#) et en Asie centrale qui, à notre sens, présente aussi régionalement certaines des inflexions plus larges de la politique étrangère de la Fédération. Dans la zone, Moscou doit gérer des défis de sécurité traditionnelle, mais aussi de nouveaux problèmes. Il doit construire ses relations avec des États centrasiatiques indépendants, tout en gérant l'influence croissante de nouveaux acteurs régionaux et internationaux ; elle doit mettre en place sa relation avec Washington en comblant l'écartèlement entre son inquiétude devant la persistance de la présence militaire américaine et la nécessité de coopérer avec les États-Unis pour régler des questions où les intérêts sont convergents. Au cœur du dispositif régional, l'Afghanistan est le lieu où les défis se cristallisent pour la diplomatie russe.

Moscou et l'intervention américaine de 2001

Les attentats du 11 septembre 2001 qui touchent le *World Trade Center* à New York et le Pentagone à Washington ont bouleversé l'équilibre des forces internationales. Dans leur sillage, les États-Unis déclenchent une intervention militaire en Afghanistan alors que rapidement une force de coalition (ISAF) est déployée sous l'égide de l'OTAN. Peut-être plus important encore dans l'optique qui nous intéresse ici, Washington demande et obtient l'octroi de bases militaires en Asie centrale. A partir du moment où l'Occident passe la porte de sa zone d'influence traditionnelle, [la Russie](#) est forcée à réagir, ouvrant ainsi la voie à un jeu d'ambiguïtés, un jeu de dupes, qui va se poursuivre avec les États-Unis au cours de la décennie.

En septembre 2001, Moscou fait un « *choix stratégique* », comme les officiels russes aiment à le rappeler [5]. Alors que les États-Unis viennent de subir une crise majeure, la Russie s'engage dans la « guerre contre la terreur » et s'insère dans la nouvelle opposition binaire entre « monde civilisé » et « terroristes » que définit l'administration Bush. Président fraîchement en place, Vladimir Poutine annonce donc son soutien à l'installation des États-Unis en Asie centrale, ainsi que la volonté russe de mener une coopération plus large sur l'Afghanistan, dans un discours le 24 septembre 2001 [6]. Sans discuter ici du fait qu'il est loin d'être évident que Moscou aurait pu s'opposer à une telle installation dans une région où les États sont enthousiastes à l'idée de placer leurs régimes autoritaires sous garantie américaine, il demeure évident que cette décision tranche avec les inflexions traditionnelles de la diplomatie du Kremlin. D'ailleurs, elle est prise contre l'avis de la majorité de l'État-major militaire russe [7]. Plus généralement, elle témoigne d'une reconfiguration de la politique étrangère de Moscou à l'aube de la décennie Poutine.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette prise de position. Dans un cadre régional, la puissance russe est en reconstruction. La Russie a connu une décennie 1990 difficile et apparaît comme une puissance affaiblie, loin d'être un pôle d'attraction économique ou politique pour l'ancien espace soviétique. Ses initiatives au sein de la CEI peinent à se concrétiser et la décroissance de sa puissance en Asie centrale peut raisonnablement être évoquée alors que Pékin commence déjà à investir la région [8]. Parallèlement, Moscou s'est heurté à de multiples problèmes au sein de cette grande Asie centrale, sans toujours pouvoir

trouver de réponses adéquates. Parmi ces problèmes, l'Afghanistan tient dès les années 1990 un rôle important. Risque sécuritaire pour la zone autour du problème de propagation du terrorisme islamique, pays à la croissance de la production de drogue en constante augmentation et dont l'exportation envers l'ancienne URSS s'accroît exponentiellement, seul État à avoir reconnu la république sécessionniste d'Itchkérie [9], l'Afghanistan représente un danger pour la Fédération de Russie. Dès 1998, Moscou, avec d'autres puissances régionales, apporte un soutien militaire à l'Alliance du Nord, la force d'opposition interne aux Talibans [10]. En 1999, Sergei Iastrzhembskij, conseiller et représentant spécial de V. Poutine, évoque la possibilité de frappes russes préventives contre l'Afghanistan [11]. Dans toute la seconde moitié des années 1990, seul, où en coopération avec Washington, Moscou accentue l'idée d'un péril islamiste afghan. Dans cette perspective, la nouvelle donne de septembre 2001 répond donc aux intérêts objectifs de la Russie, donnant une des clés pour comprendre son appui pragmatique à l'aventure afghane des États-Unis.

Le soutien russe est également conditionné par des facteurs domestiques. Au-delà du fait que l'ambition d'améliorer les relations russo-américaines représente *a priori* un objectif pour V. Poutine à l'aube de son premier mandat présidentiel, la nouvelle donne internationale est aussi un moyen pour le Kremlin d'insérer sa propre « guerre contre le terrorisme » dans le nouveau paradigme international. Dans ce même discours où il annonce l'étendue du soutien russe sur l'Afghanistan, Vladimir Poutine fait le lien avec la Tchétchénie avec la célérité d'un homme sûr de son fait. L'occasion est saisie pour proposer la réédition aux insurgés alors qu'ils doivent se définir face au nouveau système dichotomique - « monde civilisé » contre « terrorisme » [12]. Dans un cadre domestique, le Kremlin va rapidement tirer avantage de l'intervention en Afghanistan - la nouvelle donne internationale aura finalement suffi à fortement atténuer, voire à rendre même déplacée, la critique occidentale sur la Tchétchénie. En septembre 2001, par exemple, le Chancelier allemand Gerhard Schröder déclare : « *Regarding Chechnya, there will be and must be a more differentiated approach in world politic* » [13]. Plus généralement, le nouveau paradigme international donne du crédit au discours sécuritaire de la Russie et permet à l'administration Poutine de consolider son pouvoir domestique en réduisant notamment l'autonomie des centres de pouvoirs régionaux [14].

Partant d'une analyse pragmatique de ses intérêts et montrant aussi une habileté singulière à utiliser la conjoncture internationale à son avantage (même si celle-ci lui est à première vue défavorable), le Kremlin va afficher son soutien à la politique régionale des États-Unis. Pourtant, ce rapprochement est plus affaire de conjoncture que de convergence réelle et une incompréhension fondamentale existe dès le début entre Washington et Moscou. La Russie est d'accord pour un *deal* simple qui lui octroie la « vice-présidence » de la coalition antiterroriste, et donc la prise en compte de ses intérêts internationaux, contre son soutien sur l'Afghanistan et le droit pour les États-Unis de disposer d'une présence militaire *temporaire* en Asie centrale [15]. À l'opposé, Washington peine à se départir de l'idée, finalement pas complètement erronée, que le soutien russe est largement dicté par la faiblesse de Moscou. Dans la période suivante, la relation va logiquement voler en éclats, à mesure que les deux parties vont se retrouver insatisfaites des politiques étrangères réciproques.

Moscou, les États-Unis et l'Asie centrale : la fin des

illusions ou le jeu des ambiguïtés

Rapidement une première limite est atteinte dans la relation russo-américaine. En 2002, en contrepartie de son soutien sur l'Afghanistan, la Russie n'a obtenu que très peu de concessions sur d'autres sujets de première importance pour elle. L'épisode de la guerre irakienne va rapidement s'ajouter au problème. A partir du moment où les États-Unis de l'administration Bush se lancent dans une nouvelle aventure militaire et détournent ainsi leurs ressources vers un autre théâtre opérationnel, l'Afghanistan va être secoué par ce qu'il est coutume désormais d'appeler la « résurgence talibane ». Le renouveau de l'instabilité afghane pose un double-problème à Moscou puisqu'elle reporte tout possible désengagement américain d'Asie centrale et fait à nouveau craindre à la Russie d'être confrontée à un problème de sécurité traditionnel dans la région. En filigrane, l'idée est déjà présente que désormais un désengagement américain, même souhaitable pour Moscou, le laisserait régler le problème de l'Afghanistan avec le soutien des seules puissances régionales – une perspective qui est loin de réjouir les dirigeants russes. Cette dernière appréhension va se renforcer au cours de la décennie jusqu'à faire envisager à certains analystes russes la possibilité que Moscou s'engage militairement en Afghanistan [16].

Le problème de la drogue prend également de l'importance dans l'agenda régional russe. En Afghanistan, la production est en croissance constante pour finalement dépasser en 2006 le niveau atteint en 1999 [17]. Une large partie des exportations d'opiacées s'oriente vers l'Asie centrale et la Russie. Cette « Route du Nord », effectivement une voie de transit vers l'Europe, est aussi largement orientée vers le marché de consommation russe alors qu'en 2008 la Russie a accédé au statut peu enviable de premier pays consommateur d'héroïne au monde avec une consommation de près de 70 tonnes /an, ce qui représente 21% de la consommation mondiale d'après l'UNODC [18]. L'intégralité de l'héroïne russe provient de l'opium afghan en 2010 [19]. Pour Moscou, le manque de volonté américain pour lutter efficacement contre la production de drogue en Afghanistan, de peur de s'aliéner les populations locales, constitue un problème que la Russie va commencer à dénoncer de manière virulente et qui va miner les relations bilatérales.

En janvier 2005, la mise en application par [les États-Unis](#) d'une nouvelle doctrine libérale de « promotion de la démocratie/liberté » comme base de politique étrangère apparaît comme un tournant qui va finir de détériorer les relations [20]. L'éclatement des « révolutions colorées » au sein de l'espace de la CEI va cristalliser ce nouveau rapport de forces entre les États-Unis et la Russie. La dynamique engagée va amener à un recentrage des régimes centrasiatiques en direction de Moscou alors que Washington n'a pas compris que le plus important pour les élites autoritaires locales restait la préservation de leur pouvoir domestique.

Ces nouveaux développements font écho aux critiques virulentes de la Russie sur le prolongement de la présence américaine en Asie centrale. Sur ce point, Moscou avait déjà pu bénéficier du soutien précoce de Pékin. Désormais, il est aussi clairement appuyé par les pays centrasiatiques lorsque l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) – organisation régionale encadrée par la relation sino-russe – publie un communiqué demandant à l'OTAN d'annoncer les délais de sa présence (soit de l'utilisation des bases militaires) dans la région en juillet 2005 [21]. À la fin de l'année, le départ de la base militaire américaine (Karshi-Khanabad) d'Ouzbékistan, vu au Kremlin comme une victoire de politique étrangère, constitue un aboutissement logique. Cette stratégie se poursuit par la suite. En 2009, elle s'incarne dans

l'affaire de la base de Manas au moment où Moscou pèse de tout son poids pour faire fermer la base américaine en République kirghize. L'action n'aboutit pas et Bichkek utilise finalement la pression russe comme un moyen pour augmenter le loyer que paye Washington alors que la base militaire est rebaptisée « centre de transit pour le transport des marchandises ».

À la fin 2003, Moscou avait déjà œuvré pour affirmer sa propre puissance militaire en obtenant pour l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), organisation servant surtout à la projection de la puissance militaire russe, la base de Kant en République kirghize. En Asie centrale, face au prolongement de la présence américaine, le Kremlin va désormais s'orienter vers une perception plus traditionnelle de ses intérêts en privilégiant la coopération militaire avec les pays de la zone. Paradoxalement, l'accentuation du problème afghan et la nouvelle stratégie Bush auront aussi permis à la Russie de consolider ses positions. En juin 2006, l'Ouzbékistan, encore, rejoint l'OTSC alors qu'il s'était retiré du Traité de Sécurité collective en 1999. Par la suite, Moscou continue de développer sa présence militaire dans la zone. En 2011, le Kremlin cherche ainsi à se constituer une nouvelle présence militaire au Tadjikistan (aérodrome d'Ajni) et au Sud de la République kirghize (région d'Osh). Des discussions sont actuellement en cours avec les deux pays sur ces questions [22].

Les années 2000 auront incarné la désillusion réciproque entre Moscou et Washington. Les États-Unis ne sont ni intéressés à prendre en compte les intérêts de Moscou en Afghanistan, ni à respecter la primauté revendiquée par la Russie au sein de l'espace de la CEI. Pire, du point de vue russe, ils cherchent à l'ébranler à travers les « révolutions colorées », l'extension de l'OTAN ou la possible constitution d'un système de défense antimissile en Europe. En réaction, la Russie envisage une stratégie pour réaffirmer sa place au sein de l'espace postsoviétique et reconfigurer ses relations avec les États indépendants de la zone. Ayant dépassée sa faiblesse économique des années 1990, Moscou dispose aussi de davantage de moyens pour son ambition. À l'été 2008, la guerre russo-géorgienne va constituer un nouvel événement majeur alors que les relations sont désormais simultanément mauvaises avec les États-Unis et l'UE.

La nouvelle posture russe est théorisée dans le discours de Vladimir Poutine à Munich en février 2007 [23]. Plus intéressant pour nous, elle passe également par un rééquilibrage des orientations occidentales et orientales de la diplomatie russe [24]. Comme à de nombreuses reprises au cours de son Histoire, cet intérêt de Moscou, même relatif, pour l'Orient s'inscrit aussi dans la déception russe par rapport à l'Occident. À notre sens, le renouveau de l'activisme russe en Afghanistan, où les intérêts avec Washington divergent, est aussi à percevoir sous ce prisme.

Entre Moscou et Kaboul, vers une nouvelle donne à partir de 2008 ?

Les années 2000 ont vu se développer, à mesure que se désagrégait « l'alliance antiterroriste » avec les États-Unis et qu'était perçu le renouveau de la puissance russe, de nouvelles prises de positions par les analystes russes sur l'Afghanistan. La volonté de voir une Russie plus active, non pas seulement au sein de la CEI, mais également dans des zones où elle possède des intérêts importants, a émergé. En l'occurrence, pour gérer les défis que posent le développement de l'influence chinoise en Asie centrale et la présence américaine, l'idée est de constituer la Russie comme facteur d'intégration en Eurasie et de l'ouvrir finalement vers les

mers du Sud [25].

Le regain d'intérêt russe pour l'Afghanistan est aussi à insérer dans ce cadre. À ce propos, il faut, par contre, toujours se garder de percevoir la prise de décisions au niveau du Kremlin comme un processus monolithique. En effet, de nombreuses agences étatiques sont en concurrence pour définir les priorités de la politique étrangère russe. Sur l'Afghanistan, la stratégie se définit largement au croisement des intérêts du Ministère des Affaires Étrangères (MID), de l'administration présidentielle, de l'État-major militaire, et finalement des grandes compagnies d'État qu'elles soient énergétiques ou d'armements. Actuellement, il semble que le MID pèse le plus dans les choix de politique étrangère en Afghanistan, même si la relation est de plus en plus encadrée par les milieux d'affaires [26].

La décennie 2000 a vu la Russie renforcer considérablement ses relations politiques avec le nouveau pouvoir afghan d'Hamid Karzaï. En novembre-décembre 2001, à la conférence de Bonn, Moscou a facilité la formation d'un gouvernement afghan autour du nouveau leader pashtoun. Par la suite, il a graduellement intensifié les contacts bilatéraux qui se sont progressivement intégrés au cadre de l'OCS. De manière intéressante, cette nouvelle proximité politique a produit une abondance de déclarations d'amitiés et de promesses de développer la coopération économique. Du côté russe, le projet politique s'accompagne d'une réactivation des références historiques pour accentuer les thèmes de la coopération pacifique d'avant 1979, de l'abondance des constructions réalisées par l'URSS en Afghanistan (le chiffre de 142 projets réalisés est repris de manière systématique) ou encore de l'ancienneté des relations. Ces thèmes trouvent un écho favorable auprès du Kaboul officiel qui semble prêt à mettre de côté l'épisode de la guerre soviétique pour désormais favoriser la coopération avec Moscou. Le 20-21 janvier 2011, sur fond d'instabilité politique en Afghanistan, la visite d'Hamid Karzaï dans la capitale russe a de nouveau montré l'intérêt commun des deux États à accroître leurs contacts politiques [27].

La perspective historique adoptée par les deux parties est aussi intéressante en ce qu'elle questionne nécessairement la situation actuelle et constitue une critique voilée du manque d'engagement perçu de la coalition internationale dans la reconstruction civile en Afghanistan. Dans un certain sens, Moscou tente de se poser en pendant économique de l'engagement militaire de l'OTAN. Il s'agit aussi d'une manière de se présenter comme un acteur central pour la reconstruction du pays qui devrait largement passer par la restauration et la modernisation des installations construites au temps de la présence soviétique. Un engagement dans ce secteur augmenterait sensiblement l'influence russe.

Pourtant, malgré ces belles perspectives, la réalité est sensiblement différente et la relation économique peine à mettre en pratique les promesses de la nouvelle proximité politique. Au-delà d'une aide humanitaire dont la fourniture se poursuit en 2011, les investissements russes en Afghanistan demeurent modestes. D'après le MID, les compagnies russes n'ont investi que 34 millions de dollars en Afghanistan entre 2006 et 2008 [28]. Cet état de fait est officiellement justifié par leur frilosité à s'engager dans un pays sensible, que ce soit pour des raisons sécuritaires ou politiques. Par ailleurs, l'Asie centrale est plutôt privilégiée car elle demeure une zone mieux connue, appartenant à la sphère d'influence russe et où les ressources sont vues comme plus prometteuses. Au niveau du commerce bilatéral, la situation est également insatisfaisante avant 2007 - les échanges ne décollent pas vraiment et la Russie n'est pas un partenaire aussi important que l'Iran, la Chine, le Pakistan ou l'Inde pour Kaboul.

À l'été 2007, la Russie va accepter de renoncer à 90% de la dette afghane de près de 11 milliards de dollars à l'Union Soviétique, supprimant le facteur central qui bloquait le développement des relations économiques. Il s'agit là finalement d'un pré-requis minimum, d'une nécessité politique, que Moscou doit mettre en place pour interagir avec l'Afghanistan dans le présent. Dans le sillage de cette décision, le commerce bilatéral va doubler sur deux ans, passant de 94 à 190 millions de dollars, entre 2006 et 2008 [29]. Lors de son passage récent à Moscou, Hamid Karzaï a chiffré le commerce bilatéral à près de 500 millions de dollars par an [30]. La visite a aussi été l'occasion pour les deux parties de signer un accord cadre sur la coopération en matière de commerce et d'économie. L'accent est désormais mis sur la nécessité de développer une coopération pratique, privilégiant la relation économique.

Alors qu'avant 2007, le seul engagement d'importance de la part de Moscou portait sur la modernisation de la centrale hydroélectrique de Naglu, l'abolition de la dette a ouvert la voie à d'autres projets. En premier lieu, il s'agirait ici de la rénovation de l'une des constructions emblématiques de la période soviétique - le tunnel de Salang - pour laquelle une proposition russe est en voie d'être avalisée par le pouvoir afghan [31]. Un rôle central dans la mise en place de ces nouveaux projets en Afghanistan est joué par le Conseil d'Affaires russo-afghan, créé en février 2007. La récente visite d'Hamid Karzaï a encore une fois donnée l'occasion aux deux parties de dynamiser leurs contacts à ce niveau [32]. À moyen terme, cette coopération devrait continuer avec notamment la possibilité pour la Russie de participer à la reconstruction du combinat de construction d'habitations de Kaboul [33].

Cependant, certaines limites persistent. Ainsi, Moscou, malgré un intérêt prononcé pour le secteur, se retrouve pour l'instant tenu à l'écart de l'exploitation du sous-sol afghan. Il n'est pas certain que la situation va évoluer rapidement même si une possible participation russe a été discutée lors de la récente visite d'Hamid Karzaï [34]. Parallèlement, si le commerce bilatéral continue à être en très forte croissance en 2010-2011, il repose principalement sur la vente de matières premières et de produits intermédiaires par la Russie et non sur le transfert de technologies ou l'exportation de produits manufacturés [35]. Sur ce point, lors de sa visite, Hamid Karzaï a insisté sur l'idée que l'Afghanistan était intéressé à voir s'accroître les approvisionnements en hydrocarbures depuis la Russie [36]. Il n'est pas certain que Moscou souscrive totalement à cette perspective. Cependant, il pourrait accepter si son rôle dans la reconstruction afghane augmente sensiblement.

En Afghanistan, Moscou peut s'appuyer actuellement sinon sur un *lobby* prorusse, du moins sur des groupes russophiles pour relayer son influence. Héritage des élites formées en Union Soviétique, des anciens soutiens du gouvernement communiste de la République Démocratique d'Afghanistan ou plus récemment des anciens membres de l'alliance du Nord, ces groupes apparaissent plutôt favorables à un engagement accru de la Russie dans le pays. Pourtant, encore une fois, il ne s'agit pas ici d'un groupe de pression structuré, mais de groupements disparates. Au demeurant, leur influence est aussi contrebalancée par ceux qui ne sont pas prêts à se départir du souvenir de l'invasion soviétique et évoquent toujours la possibilité de réclamer à la Russie des réparations de guerre [37].

Nombre de ses groupements sont liés à l'armée afghane qui demeure un relais traditionnel de l'influence russe dans le pays. D'ailleurs, une part importante de l'engagement économique et politique de la Russie est actuellement encadrée par des anciens des relations afghano-soviétiques (notamment des militaires), par le biais, par exemple, de l'organisation « la

fraternité de combat » (*boevoe bratstvo*) qui regroupe les vétérans des conflits menés par Moscou [38]. À un autre niveau, la compagnie étatique d'exportation d'armes *Rosoboronexport* possède de nombreux intérêts en Afghanistan et espère sécuriser une place sur le marché local. Sa réussite semble envisageable puisque le pouvoir afghan, pour limiter sa dépendance par rapport aux États-Unis et obtenir des armements plus sophistiqués, témoigne d'un intérêt certain pour l'idée d'un approvisionnement accru depuis la Russie [39].

En avril 2011, les États-Unis et la Russie ont finalement trouvé un accord (qui n'est pas encore officiellement signé au 1er mai 2011) pour la fourniture par Moscou de 21 hélicoptères militaires MI-17 à l'Afghanistan. En projet depuis l'année précédente, la commande qui devait à l'origine être passée par l'OTAN le sera directement par Washington pour une somme approchant les 367 millions de dollars [40]. Il s'agit là d'un témoignage de la qualité de la nouvelle relation russo-américaine qui prend forme à partir de 2009. Actuellement, Moscou s'apprête aussi, à la demande de Washington, à considérablement augmenter son implication dans la formation de la police afghane – un accord en ce sens a été conclu lors de la visite d'Hamid Karzaï à Moscou en janvier 2011 [41]. Par ailleurs, la Russie, qui a déjà fourni près de 200 millions de dollars en armements, formation et assistance militaire à l'Afghanistan entre 2002 et 2006 [42], a de nouveau transféré une large quantité d'armements à la police afghane début 2011. Ces transferts d'armement, un temps gelés, ont repris au moment où les positions entre les États-Unis et la Russie ont commencé à se rapprocher sur la question afghane. Encore une fois, ces deux points sont liés à l'intérêt traditionnel de Moscou pour l'armée afghane comme relais de son influence en Afghanistan.

Vers un nouveau partenariat russo-américain en Afghanistan ?

Les relations entre la Russie et les États-Unis vont commencer à évoluer avec l'arrivée à la maison blanche de l'administration Obama et la reconfiguration de la politique américaine en Afghanistan. Du côté russe, le fait important est qu'enfin sa position sur le besoin de placer la lutte contre le trafic de drogue au cœur de la guerre afghane va trouver un écho dans la nouvelle stratégie américaine. Le 6 juillet 2009, une étape est franchie lors de la rencontre entre D. Medvedev et B. Obama qui acte la mise en place par les États-Unis d'une politique de réinitialisation, dite de *reset*, des relations avec Moscou. Plus généralement, le *reset* a permis de recentrer la relation bilatérale autour de trois idées clés : **(1.)** empêcher l'Iran d'acquérir la bombe nucléaire, **(2.)** réanimer les traités de contrôle des armements et **(3.)** stabiliser l'Afghanistan [43].

Cette relance passe par une série de concessions faites à la Russie sur des questions internationales de première importance pour elle. Elle ouvre ainsi la voie à la signature d'un accord sur la limitation des armes stratégiques entre les deux pays l'année suivante. Par ailleurs, la Russie obtient l'assurance de son inclusion dans les discussions sur le système de défense antimissile européen [44]. L'Afghanistan est aussi au cœur des débats car la Russie accepte de faire transiter des équipements militaires et du personnel par son espace aérien dans le cadre de la mise en place par Washington du *Northern Distribution Network* (NDN), sensé créer une redondance à la route d'approvisionnement passant par le Pakistan et qui est affectée par d'importants risques sécuritaires. En avril 2011, l'ISAF a effectué le 1000e vol d'approvisionnement au-dessus de la Russie ce qui représente le transport de plus de 150 000

membres du personnel en direction de l'Afghanistan [45].

Dans ce dernier cadre, l'accord sur la NDN confirme une avancé importante intervenue l'année précédente. Ainsi, un accord sur le transit terrestre des produits non létaux par la Russie a été obtenu au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008. Il s'agit d'un appui important pour l'intervention de la coalition alors que d'après les officiels américains, entre le 27 février 2009 (date du début officiel du transit terrestre) et la fin avril 2011, plus de 25 000 containers ont été transportés par cette voie [46]. En décembre 2009, Anders Fogh Rasmussen parle ouvertement d'étendre le transit terrestre aux produits létaux lors de sa visite à Moscou. Au cœur du rapprochement bilatéral entre Moscou et Washington se trouve donc Kaboul. En avril 2010, un officiel américain annonce dans les médias afghans : « *Russia has become a vital partner in defeating the Taliban and securing Afghanistan. People often ask me what's new in the « reset » and my short answer is « cooperation on Afghanistan »* » [47].

De manière plus pragmatique, la Russie a de toute façon intérêt à s'impliquer davantage dans la stratégie américaine, ne serait ce que pour se positionner dans le cadre d'un après conflit ou pour se ménager des moyens de pressions sur l'action des États-Unis dans la région, en réduisant aussi, par exemple, l'importance de la route d'approvisionnement alternative par le Sud - *Southern Distribution Network*-. Des intérêts économiques sont également en jeu pour les compagnies russes, notamment la compagnie d'État de chemins de fer et les compagnies de transport par cargos telles *Vertical-T*, *UTAIR* et la compagnie russo-ukrainienne *Volga-Dniepr*, avec la mise en place de ces nouvelles lignes d'approvisionnement vers l'Afghanistan [48]. Par ailleurs, il faut garder en considération que ces accords, qui interviennent en parallèle à l'affaire de la base de Manas, ne remettent pas en cause la volonté russe de renforcer son rôle en Asie centrale. En ce sens, la tentative avortée pour forcer les États-Unis à quitter la République kirghize peut apparaître comme un autre moyen pour accroître la dépendance de Washington par rapport aux routes d'approvisionnement passant par la Russie, une manière d'obtenir un « monopole » ou un droit d'exclusivité en somme.

La nouvelle proximité s'incarne cependant le plus nettement dans la coopération russo-américaine dans la lutte contre le trafic de drogue en Afghanistan. En 2009-2010, Moscou a clairement dynamisé son action en ce sens alors que Viktor Ivanov, un ancien de l'Afghanistan soviétique et un proche de Vladimir Poutine, a pris la tête du Service Fédéral pour le Contrôle de la Drogue (FSKN) en mai 2008. En mars 2010, V. Ivanov est en visite en Afghanistan pour signaler que la perspective russe a changé. Moscou met pour la première fois l'accent sur l'idée que le pouvoir afghan fait des efforts pour lutter contre la production d'opium, l'information est relayée par médias interposés [49]. Au moment où le FSKN annonce l'augmentation de son personnel présent en Afghanistan, la visite s'intègre également au cadre de la coopération avec les États-Unis avec le partage de données opérationnelles sur la localisation des usines de productions d'héroïne en Afghanistan [50]. L'apogée de la coopération est atteinte en octobre 2010. En préambule du sommet Russie-OTAN de Lisbonne, Washington et Moscou mènent une opération commune, tripartite avec le pouvoir afghan, qui se solde par la destruction de trois laboratoires de production d'héroïne et de morphine en Afghanistan [51].

À la fin 2010, la coopération entre la Russie et Washington a atteint un niveau inimaginable en 2001. Sur l'Afghanistan, les avancées sont particulièrement importantes puisque Moscou accepte une extension de l'accord sur le transit des marchandises par son territoire terrestre

en novembre 2010. En réengageant simultanément Kaboul et Washington, la Russie a multiplié ses options stratégiques dans la région tout en raffermissant sa présence militaire en Asie centrale. À notre sens, l'implication de la Russie dans la stratégie afghane des États-Unis a aussi fini de constituer une dépendance réciproque entre les deux pays. Washington a besoin du soutien russe pour donner un nouveau souffle à l'opération afghane et la Russie craint un échec américain qui l'obligerait à s'occuper du problème avec le seul soutien des puissances régionales.

Pour jouer un rôle en Afghanistan, Moscou tente souvent de s'appuyer sur les organisations régionales dont elle est membre. Pourtant, sans discuter ici toutes leurs limites, il semble évident qu'aussi bien la « *surréaliste* » OTSC [52] que l'OCS où les ambiguïtés entre Moscou et Pékin sont prégnantes, ne pourront servir au mieux que de plateformes de discussions sur la question afghane. En 2010, leur inefficacité patente à gérer les problèmes kirghizes a donné une certaine idée de leur efficacité réelle.

Conclusion

Au cours de la décennie 2000, la position russe sur l'Afghanistan est emblématique d'une situation où Moscou n'arrive que difficilement à définir ses priorités. La Russie est beaucoup plus certaine de ce qu'elle ne veut pas - la déstabilisation de l'Afghanistan, l'augmentation du trafic de drogue, la présence prolongée des États-Unis en Asie centrale - que de ce qu'elle veut. Depuis 2009, la réorientation de la politique russe vers plus de coopération avec les États-Unis dénote une prise de conscience du Kremlin : Moscou doit soutenir la stabilisation de l'Afghanistan pour éviter que le pays ne devienne une plaie permanente pour la région. Ce soutien ne remet pas en cause sa volonté d'accroître sa présence militaire en Asie centrale et d'obtenir, à terme, le départ des États-Unis de la zone. Pourtant, il demeure plus pragmatique que l'alliance de courte durée, et fondée sur une incompréhension réciproque, qui a porté la relation russo-américaine au début des années 2000.

La question de la drogue est aussi centrale pour appréhender le réengagement russe en Afghanistan. Il s'agit du biais par lequel a été relancée la collaboration avec les États-Unis. Désormais il s'agit d'un vecteur fondamental de la stratégie régionale de Moscou. À notre sens, cette dynamique devrait se poursuivre dans les années à venir alors que l'abus de drogue représente un problème intérieur de premier plan dans un pays en décroissance démographique tel que la Russie. La récente décision de Moscou d'augmenter sa participation financière à l'UNODC semble l'indiquer [53]. En Asie centrale, le Kremlin, par l'intermédiaire aussi du FSKN, continue de faire pression sur la Tadjikistan pour réintroduire des gardes-frontières russes sur la frontière tadjiko-afghane, limite poreuse par où transitent les flux de stupéfiants [54]. La volonté russe d'établir une base militaire dans le Sud de la République kirghize, véritable plaque tournante de distribution, s'inscrit aussi dans cette perspective de tenter de peser au niveau local pour limiter l'afflux de drogue vers la Russie.

Les développements de la décennie 2000 auront eu raison du prétendu « syndrome afghan » alors que la diplomatie russe réinvestit un pays dont elle ne peut tout simplement pas se désintéresser. Ce nouveau « choix stratégique » témoigne aussi du fait que finalement les intérêts russes en Afghanistan sont plus importants que ceux de l'OTAN ou de Washington. Aujourd'hui, la réalité est que de plus en plus la question de l'Afghanistan va devenir le problème des puissances régionales [55]. Leur implication dans son règlement ira sans doute

grandissante. La chose n'est pas seulement vraie pour Moscou, mais également pour Pékin, New Delhi ou Téhéran.

Copyright Mai 2011-Klimentov/Diploweb.com

P.-S.

Diplômé en Études asiatiques de l'Université de Genève et de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement à Genève, l'auteur est spécialisé dans l'étude de l'Asie centrale et de la politique étrangère russe. Il travaille actuellement en République kirghize pour une ONG internationale

Notes

[1] Le terme est ici utilisé pour inclure l'Afghanistan dans l'Asie centrale « traditionnelle » formée des cinq anciennes républiques soviétiques : Kazakhstan, République kirghize, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan.

[2] Thomas Gomart utilise le terme dans GOMART, Thomas, « La politique étrangère russe : l'étrange inconstance », Politique étrangère, Hors-série, La Russie, Enjeux internationaux et intérieurs, Paris, 2007, pp. 51-63.

[3] Le terme est utilisé par Andrei P. Tsygankov qui parle de « significant, powerful Other » pour désigner l'Occident dans la vision russe dans TSYGANKOV, Andrei P., « New Challenges for Putin's foreign policy », Orbis, Vol. 50, Issue 1, Winter 2006, p. 153.

[4] TRENIN, Dmitri, « Russia's Coercive Diplomacy », dans TRENIN, Dmitri, Одиночное Плавание [Solo Voyage], Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2009 [Janvier 2008], p. 119.

[5] Par exemple en 2003, l'expression est utilisée par le Ministre russe des Affaires Étrangères dans « Стенограмма интервью Министра иностранных дел Российской Федерации И. С. Иванова телекомпании 'Си-Эн-Эн' (International) » [Compte rendu de l'entretien du Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie à la compagnie télévisuelle CNN (International)], MID, 26 mars 2003. (www.mid.ru/Ns-rsam.nsf/arh/432569D80021825E43256CF700260927).

[6] « Текст выступления Владимира Путина по поводу ситуации в мире после терактов 11 сентября » [Texte de l'allocution de Vladimir Poutine sur la situation dans le monde après les attentats du 11 septembre], Kremlin.ru, Moscou, Kremlin, 24 Septembre 2001. (http://archive.kremlin.ru/appears/2001/09/24/0002_type63374_type82634_28639.shtml).

[7] KOROTCHENKO, Igor, « Армейское двоевластие, Генералы пытаются скорректировать внешнюю политику Кремля » [La double-pouvoir de l'armée, Les généraux tentent de corriger la politique extérieur du Kremlin], Nezavisimaja Gazeta, 6 mars 2002. (www.ng.ru/politics/2002-03-06/2_army.html).

[8] Voir KELLNER, Thierry, L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001), Paris, Presses universitaires de France, 2008, xi-622p.

[9] « Талибы признали Чеченскую республику Ичкерия » [Les Talibans ont reconnu la République Tchétchène d'Itchkérie], Lenta.ru, 16 janvier 2000. (<http://lenta.ru/vojna/2000/01/16/taliban/>).

[10] Il semble que les fournitures d'armes commencent à l'été 1998. МАМАЕВ, Shamsuddin, « Опиум для Омара » [De l'Opium pour Omar], Kommersant Vlast', N°39 (390), 3 octobre 2000. (www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=17772).

[11] МИХАЙЛОВ, Andrei, SOKUT, Serguei, GORNOSTAEV, Dmitri, « Талибов достать будет трудно » [Cela va être compliqué d'atteindre les Talibans], Nezavisimaja Gazeta, 24 mai 2000.

[12] « Текст выступления Владимира Путина по поводу ситуации в мире после терактов 11 сентября », Op. Cit.

[13] ERLANGER, Steven, « A Nation Challenged : The Russians ; Schröder Urges Milder View of Moscow Role in Chechnya », The New York Times, 26 septembre 2001. Le fait est aussi repris par les officiels américains qui mentionnent que la nébuleuse Al-Qaeda a joué un rôle dans l'irruption de la rébellion tchétchène. DAO, James, TYLER, Patrick E., « A Nation challenged : The Alliance ; Military Called Just One Element in the War on Terror », The New York Times, 27 septembre 2001.

[14] BAEV, Pavel K., « Instrumentalizing Counterterrorism for Regime Consolidation in Putin's Russia », Studies in Conflict & Terrorism, N°27, Oslo, 2004, pp. 337-352.

[15] TRENIN, Dmitri, « Russia Leaves the West », dans TRENIN, Dmitri, Одиночное плавание [Solo Voyage], Moscow, Carnegie Endowment for International Peace, 2009 [Juillet-Août 2006], p. 166. En acceptant de soutenir Washington, l'idée est que la Russie garderait une place privilégiée, presque celle d'une puissance tutélaire, au sein de la CEI.

[16] « Афганские грабли для Москвы, Россия может втянуться в новую войну » [Un râteau afghan pour Moscou, La Russie peut se retrouver impliquée dans une nouvelle guerre], Nezavisimaja Gazeta, 27 avril 2011.

[17] En 2006, l'Afghanistan produit plus de 6 000 tonnes d'héroïne/an ce qui représente l'écrasante majorité (plus de 90%) de la production mondiale. United Nations Office on Drugs and Crime, World Drug Report 2010, Vienna, United Nations Publications, 2010, p. 38.

[18] Idem, p. 41, p. 45.

[19] Ibid.

[20] BUMILLER, Elisabeth, STEVENSON W., Richard « Bush, at 2nd Inaugural, Says Spread

of Liberty Is the 'Calling of Our time' », The New York Times, 21 janvier 2005.

[21] « Декларация глав государств-членов Шанхайской организации сотрудничества » [Déclaration des chefs des États-membres de l'OCS], Sectsco.org, Astana, 5 juillet 2005. (www.sectesco.org/RU/show.asp?id=98).

[22] MUHIN, Vladimir, « Центральназиатский базовый вопрос » [La question centrasiatique des bases], Nezavisimaja Gazeta, 19 janvier 2011. L'idée d'obtenir le départ de la base américaine de République kirghize n'a pas non plus disparue.

[23] POUTINE, Vladimir, « Выступление и дискуссия на Мюнхенской конференции по вопросам политики безопасности » [Discours et débat à la conférence de Munich concernant les questions de politique de sécurité], Kremlin.ru, 10 février 2007. (<http://archive.kremlin.ru/text/appears/2007/02/118097.shtml>).

[24] LOSIUKOV, Alexandre, « Азиатский вектор внешней политики России » [Le vecteur asiatiques de la politique extérieure russe], MID, 27 décembre 2007. (www.mid.ru/Brp_4.nsf/arh/9F9AB4C732C9809BC32573BE004A0DB0). Cette affirmation est à nuancer alors que beaucoup d'observateurs centrasiatiques considèrent toujours que la priorité de la Russie n'est pas l'Orient.

[25] Voir par exemple, KRUPNOV, Yuri, BATYRSHIN, Ilnur, Et alii, Путь к миру и согласию в Афганистане определяется позицией, которую займёт Россия [La voie vers la paix et la compréhension en Afghanistan sera décidée par la position que va prendre la Russie], Moscou, Институт демографии, миграции, и регионального развития [Institut de la Démographie, de la Migration et du Développement régional], 2008. Sur ces questions, voir le commentaire de LARUELLE, Marlène, Beyond the Afghan Trauma : Russia's Return to Afghanistan, Washington, Jamestown Foundation, Août 2009, p. 32.

[26] KNYAZEV, Alexander A., Entretien personnel, Janvier 2010.

[27] SAVELIEV, Dmitri, « Итоги визита Хамида Карзая в Москву : Время экономической дипломатии » [Bilan de la visite d'Hamid Karzaï à Moscou : l'heure de la diplomatie économique », Afghanistan.ru, 23 janvier 2011. (www.afghanistan.ru/doc/19353.html).

[28] « Российско-афганское торгово-экономическое сотрудничество » [La coopération économique et commerciale entre la Russie et l'Afghanistan], MID, 27 février 2009. (www.mid.ru/Ns-rasia.nsf/arh/432569D80021985F43256B5F00546C61 ?).

[29] « Russia in Figures 2010, Foreign Trade of the Russian Federation with Far Abroad countries », Russian Federal Agency of State Statistics, 2010. Les chiffres varient largement sur le montant du commerce bilatéral suivant les sources, mais toutes s'accordent sur le fait qu'il a très fortement augmenté à partir de 2007.

[30] SAVELIEV, Dmitri, « Итоги визита Хамида Карзая в Москву : [...] », Op. Cit.

[31] « Афганистан, Сотрудничество с Россией, Общие вопросы » [Afghanistan,

Coopération avec la Russie, Questions Générales], MCDS, 31 juin 2010. La question devrait se régler sous peu et a été discutée lors de la visite d'Hamid Karzaï à Moscou en janvier 2011. (www.mcds.ru/default.asp?Mode=Review&ID_L0=6&ID_L1=27&ID_L2=191&ID_L3=1922&ID=&ID_Review=169761).

[32] SVELIEV, Dmitri, « Итоги визита Хаида Карзая в Москву : [...] », Op. Cit. Un rôle important pour encadrer les contacts d'affaires est également dévolue à la Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Fédération de Russie que dirige E. Primakov.

[33] Idem.

[34] « Karzaï to visit Russia later this month », Pajhwok Afghan News, 6 janvier 2011.

[35] « Исламская Республика Афганистан » [La République Islamique d'Afghanistan], Ministère russe du Développement Économique et du Commerce, 2009.

(http://www.economy.gov.ru:80/wps/wcm/connect/a5ae708040ccb99d9913bf90e96aee3b/IRA_afghanistan.doc?MOD=AJPERES&CACHEID=a5ae708040ccb99d9913bf90e96aee3b&CACHE=NONE).

[36] SVELIEV, Dmitri, « Итоги визита Хаида Карзая в Москву : [...] », Op. Cit.

[37] La question revient régulièrement dans les débats au Parlement afghan. En Russie, cela est souvent perçu comme une demande à dissocier du gouvernement Karzaï, favorable à Moscou, et à mettre plutôt en relation avec des groupes d'influences proches de Washington et de Londres. « Афганские власти выставляют России счёт за советскую оккупацию » [Le pouvoir afghan va faire payer la Russie pour l'occupation soviétique], GZT.ru, 19 mars 2010.

(www.gzt.ru/topnews/world/-afganskije-vlasti-trebuyut-ot-rossii-rasplatitjsya-/296948.html).

[38] LARUELLE, Marlène, Beyond the Afghan Trauma [...], Op. Cit., p. 27.

[39] MACKENZIE, Jean, « Spurned by US, Karzaï eyes Russia », Globalpost, 28 janvier 2009.

(www.globalpost.com/dispatch/afghanistan/090128/spurned-us-karzai-eyes-russia).

[40] Cette question a été soulevée dès la visite d'Anders Fogh Rasmussen à Moscou en décembre 2009. Mais l'OTAN n'a pas pu trouver les fonds nécessaires ce qui a amené Washington à prendre seul le relais dans la négociation. GABUEV, Alexandre, « Российские вертолеты переведут на американский счет » [Les hélicoptères russes seront mis sur l'ardoise américaine], Kommersant, N°59 (4600), 6 avril 2011. L'accord impliquerait probablement aussi un effort russe dans la formation de pilotes afghans.

[41] KHETAB, Muhammad Hassan, « Russia to equip, train Afghan police », Pajhwok Afghan News, 23 janvier 2011.

[42] « О российко-афганских отношениях (Справочная информация) » [Des relations russo-afghanes (Information de référencement)], MID, Février 2009.

(www.mid.ru/ns-rasia.nsf/1083b7937ae580ae432569e7004199c2/9258c824737051ca43256d9700331b25).

[43] KUCHINS, Andrew C., SANDERSON, Thomas M., Et Alii, The Northern Distribution Network and Afghanistan, Geopolitical Challenges and Opportunities, Washington D. C., Center for Strategic and International Studies, Janvier 2010, p. 3.

[44] Les dernières négociations sur la question entre Washington et Moscou semblent pourtant peiner à produire des résultats concrets. Il s'agit là d'un problème qui pourrait impacter à moyen terme sur la relation bilatérale. Voir par exemple, le commentaire d'un officiel russe « ЕвроПРО – проблемы создания и условия участия в ней России » [Euro Défense Antimissile – Les problèmes de sa création et les conditions de la participation russe], Nezavisimaja Gazeta, 25 mars 2011.

[45] JHA, Lalit K., « 1000th ISAF supply mission transits through Russia », Pajhwok Afghan News, 21 avril 2011.

[46] Idem.

[47] JHA, Lalit K., « Russia 'vital' in defeating Taliban : US », Op. Cit.

[48] KUCHINS, Andrew C., SANDERSON, Thomas M., Et alii, Op. Cit., p. 6 qui notent l'importance pour les compagnies russes, notamment de cargos aériens, d'effectuer des transports pour l'OTAN et les États-Unis avec un chiffre d'affaire total estimé à près d'un milliard/an. Cette coopération n'a pas été interrompue, à la différence de beaucoup d'autres, suite à la crise géorgienne, voir LARUELLE, Marlène, Beyond the Afghan Trauma [...], Op. Cit., p. 12 et « О российско-афганских отношениях », Op. Cit.

[49] SABIR, Mohammad Fahim, « « Фактор Иванова » : Россия меняет свою афганскую стратегию » [Le « facteur Ivanov » : la Russie change sa stratégie afghane], Afghanistan.ru, 22 mars 2010. (www.afghanistan.ru/doc/16894.html).

[50] GRESHNOV, Andreij, « ФСКН РФ увеличит штат своего представительства в Афганистане - Иванов » [FSKN FR va augmenter sa représentation en Afghanistan - Ivanov], RIA Novosti, 16 mars 2010.

[51] « РФ и США провели совместную антинаркотическую операцию » [La Fédération de Russie et les États-Unis mènent une opération antidrogue commune], Nezavisimaja Gazeta, 29 octobre 2010. D'autres sources parlent ensuite de quatre laboratoires.

[52] Le terme est utilisé dans BAEV, Pavel K., « Виртуальная Геополитика Центральной Азии » [La géopolitique virtuelle de l'Asie centrale], Индекс Безопасности [Security Index], N°1 (84), Vol. 14, Moscou, 2008, p. 85.

[53] « Russian Federation pledges more than US\$ 7 million to UNODC », UNODC, 18 janvier 2011.

(www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2011/January/russian-federation-pledges-more-tha

[n--seven-million-dollars-to-unodc.html](#)).

[54] En 2005, les gardes-frontières russes ont quitté la frontière tadjiko-afghane alors que la présence militaire russe s'est reconfigurée dans un autre cadre au Tadjikistan. La question d'un retour est revenue encore très récemment à l'avant-scène sans qu'une demande en ce sens ne soit clairement formulée par le pouvoir russe. Pour l'instant, Douchanbé est loin d'être enthousiaste à cette idée. « Таджикистан способен самостоятельно обеспечить охрану своих границ » [Le Tadjikistan est capable d'assurer seul la sécurité de ses frontières], Nezavisimaja Gazeta, 16 mars 2011.

[55] Dans cette perspective, la récente mort d'Oussama Ben Laden a officiellement été accueillie avec enthousiasme par le pouvoir russe qui a une fois de plus fait le lien avec le terrorisme en Tchétchénie dans « В Кремле приветствуют серьезный успех США, достигнутый в борьбе с международным терроризмом » [Au Kremlin, on se réjouit de l'importante réussite des Etats-Unis, obtenue dans la lutte contre le terrorisme international], Kremlin.ru, 2 mai 2011. (www.kremlin.ru/news/11124). Par contre, il reste à voir jusqu'à quel point celle-ci va influencer sur le calendrier du retrait américain d'Afghanistan, ou même l'accélérer. Si tel est le cas, il est possible que Moscou, comme d'autres puissances régionales, soit forcé de devoir davantage coopérer avec Washington à la stabilisation de l'Afghanistan. Cette idée recoupe aussi le point de vue selon lequel le retrait américain est en même temps craint et souhaité par Moscou.